

Présentations 2002 : progrès et voies d'améliorations

Les banques françaises ont augmenté la qualité de leurs présentations financières. Des efforts restent cependant à réaliser, notamment dans l'information sur les politiques de gestion et la gestion des risques, pour atteindre le niveau de certains établissements européens.



JEAN-BAPTISTE BELLON
Analyste
Deutsche Bank

COMME CELA ÉTAIT ATTENDU, les résultats des banques françaises devaient baisser de plus de 25 % en 2002, après une croissance sensible entre 1998 et 2001¹. Leur performance est honorable vis-à-vis des banques européennes dont les résultats devaient baisser de plus de 30 % et le classement des banques françaises en Europe a continué de progresser en 2002-2003. Les résultats d'exploitation sont en recul moins marqué (environ 10 %), grâce à la bonne santé de la banque de détail (+7 % pour le résultat d'exploitation), ce qui permet de compenser en grande partie les chutes de résultats en banque d'investissement et de financement. La comptabilisation des pertes potentielles sur les portefeuilles de participation a été responsable du recul plus marqué des résultats nets. Les banques ont continué de publier leurs résultats plus tôt avec désormais un calendrier comparable à celui des autres banques européennes.

PEU D'INFORMATION SUR LES POLITIQUES DE GESTION

En dépit des progrès réalisés, les banques françaises pêchent encore par une information trop limitée sur les orientations de gestion, sur les principes comptables adoptés et sur les données bilantielles par division. Les rapports de gestion des banques nous semblent limi-

tés en regard de ce que publient les banques anglaises ou suisses. Par exemple Barclays ou UBS publient en même temps que leurs résultats un rapport de gestion de 60 à 80 pages qui permet d'avoir l'appréciation détaillée par le management des performances d'ensemble et des métiers. Les banques françaises présentent depuis cinq ans leurs résultats par division, ce qui est excessivement utile pour comprendre la performance de banques universelles. L'analyste externe est prévenu de l'hétérogénéité qui prévaut dans les choix de présentation des banques, mais il est plus difficile de se repérer dans les modifications de périmètre des divisions. Il nous semble que les mouvements entre divisions ne sont pas soumis à une grande publicité. En outre les données bilantielles par division sont quasiment inexistantes en dehors du capital alloué et dans les activités de détail des crédits et dépôts, ce qui est un sérieux handicap.

La communication en matière de gestion du risque est excessivement limitée. Elle tient à la présentation des résultats en quelques graphiques de répartition sectorielle et géographique des risques et à la publication du chiffre des crédits douteux et de la couverture par des provisions. Le Crédit Lyonnais publie dans son rapport de gestion (disponible le jour des résultats) une information assez

¹ La croissance de l'actif net, un critère moins volatile que les résultats, a été de 10 % par an sur 1998-2002.

détaillée que nous aimerions retrouver chez ses confrères lors de la publication des résultats. Bien sûr les données comptables sont disponibles mais le charme de la note 5 en annexe aux comptes 2001 de BNP Paribas est assez limité. L'analyse est inexistante en termes de gestion du risque par les dérivés de crédits et sur la base des comptes publiés des banques françaises il n'est pas certain que ces instruments aient existé en 2002, en tout cas en 2001.

Les portefeuilles de participations ne sont pas présentés en détail et la connaissance de leur composition relève encore du travail de bénédictin plutôt que de la simple lecture du rapport annuel. À cet égard, un regard outre-Pyrénées serait

utile, nos voisins espagnols publient en détail les portefeuilles de participations, les valeurs historiques et les valeurs de marché. L'analyse du portefeuille stratégique de BNP Paribas est quasiment inexistante² et celle du portefeuille de participation de Société Générale est minimale. La note 8 des annexes de Société Générale donne uniquement la répartition des 7 milliards d'euros de participations en quatre catégories (moins de 5 % détenus, entre 5 et 10 %, entre 10 et 20 % et au-delà de 20 %). Au total, sur 2002 les provisions passées sur les portefeuilles actions ont dépassé le chiffre de 1 milliard d'euros³.

ENCORE UN EFFORT AVANT LES IAS

Les présentations des résultats des banques commencent à subir l'onde de choc des projets d'application des normes IAS. Si l'ensemble de la communauté financière soutient le passage à un référentiel unique, les banques européennes et spécialement les banques françaises s'opposent au projet tel qu'il a été présenté⁴ à la fin de 2002. Le point d'achoppement concerne la norme IAS 39 et les dirigeants français utiliseraient sans hésitation un droit de veto si celui-ci existait au sein du Conseil de sécurité

2 En revanche BNP Paribas publie avec plus de détail le portefeuille de participation de BNP Paribas, capital qui correspond à l'activité de *private equity*.

3 Avec 772 millions d'euros pour Société Générale, 244 millions pour BNP Paribas et 150 millions pour le Crédit Lyonnais.

4 Voir la note publiée par la FBF le 18 septembre 2002 ainsi que sa position du 15 février 2002.

“Les banques françaises présentent depuis cinq ans leurs résultats par division, ce qui est excessivement utile pour comprendre la performance de banques universelles.”

Capitalisation boursière 2001 et 2003

Rang	Capitalisation boursière en mds d'euros, mars 2003		Fin 2001
1	HSBC	UK	99,6 n° 1
2	RBOS	UK	66,2 n° 2
3	UBS	CH	52,3 n° 3
4	Lloyds Tsb	UK	40,8 n° 4
5	Barclays	UK	39,8 n° 5
6	HBOS	UK	38,1 n° 7
7	BNP Paribas	FR	33,9 n° 9
8	Santander	ES	31,2 n° 10
9	BBVA	ES	29,1 n° 8
10	ABN Amro	NL	25,1 n° 11
11	Crédit Suisse	CH	24,6 n° 6
12	Unicredito	IT	23,5 n° 14
13	Société Générale	FR	22,8 n° 13
14	Crédit Agricole	FR	20,5 n° 19
15	Crédit Lyonnais	FR	18,3 n° 20

Source : Deutsche Bank.

de la comptabilité bancaire.

Avec la particularité de collecter des ressources à taux fixes plus importantes que les emplois à taux fixes, les banques françaises investissent assez logique-

“Barclays et UBS publient en même temps que leurs résultats un rapport de gestion de plus de 60 pages sur les performances d'ensemble et des métiers.”

ment ces excès dans des placements à taux fixes. Les bénéfices provenant de ces placements sont comptabilisés dans le temps et la politique générale consiste à réduire la sensibilité des bilans à la baisse des taux. Cependant les commentaires de gestion sont assez rares ou très limités. L'information la plus détaillée est celle de la Société Générale qui, dans son rapport 2001, fait état d'une sensibilité de moins de 100 millions d'euros de l'actif net de la banque de détail à une baisse de 100 points de base des taux et d'une limite de 2,5 % des fonds propres en consolidé.

Le plaidoyer des banques françaises pour conserver une gestion des bilans bancaires en coûts historiques nous semble fondé mais pas l'absence d'in-

formation. En outre les règles de passage entre le bilan bancaire – en coûts historiques – et le bilan de l'activité de négoce – en valeur de marché – nous semblent assez obscures. Enfin un vieil adage de la sagesse collective des marchés est qu'une ressource cachée n'a que peu de valeur pour les actionnaires car elle n'est pas « contrôlée » et son utilisation peu se révéler peu profitable aux actionnaires.

BEAUCOUP D'INFORMATIONS SUR LES COMPTES PAR DIVISION

Cependant les banques françaises ont fourni beaucoup d'informations sur les comptes par division. Ainsi Société Générale donne une ventilation de ses activités de détail en trois segments (réseau en France, réseau à l'étranger, sociétés financières spécialisées), et BNP Paribas présente les métiers de gestion en trois entités (assurance, gestion d'actifs et métiers titres). La volonté de présenter les résultats dans une optique dynamique pour donner une vision sur 2003 et les clefs de l'analyse était manifeste, notamment lors de la présentation de BNP Paribas. À cet égard les trois vieilles ont isolé les éléments « exceptionnels » de 2002 dus à la baisse des marchés d'action sur les actifs (portefeuille titres, et de manière plus marginale l'assurance vie) et sur les métiers (courtage action pour le Crédit Lyonnais), les pertes sur crédits aux États-Unis⁵.

Nous attendons pour 2003 une hausse modérée des résultats d'exploitation, qui devrait voir le jour au second semestre, mais qui dépendra de la poursuite de la maîtrise des coûts – domaine où les banques françaises ne figurent pas parmi les bons élèves – et de la maîtrise des risques, où avec une charge limitée à 50 points de base sur les actifs pondérés, elles figurent désormais parmi les bons élèves. De fait on ne saurait que donner aux banques françaises le conseil classique que reçoit tout élève en progrès : « Encore un peu plus de concentration » ? ■

5 Les provisions sur crédits de l'activité de banque de financement aux États-Unis ont dépassé 1 milliard d'euros en 2002 avec 345 millions pour Société Générale, 328 millions au Crédit Lyonnais et 400 millions pour BNP Paribas.